



27 mai 2020

ParlAmericas organise un panel parlementaire lors d'une réunion virtuelle sur l'élaboration de lois sensible au genre coordonnée par l'IRI-Panama en collaboration avec l'Assemblée nationale du Panama

Aujourd'hui, la branche panaméenne de l'Institut républicain international (IRI) a organisé un webinaire sur l'élaboration de lois sensible au genre à travers son Réseau des femmes pour la démocratie et en partenariat avec ParlAmericas et l'Assemblée nationale du Panama. Cette réunion virtuelle a réuni des parlementaires, des parlementaires suppléants et des maires du pays pour discuter et être formés à appliquer une approche de genre dans leur travail.

Les discours de bienvenue ont été prononcés par M. Humberto Collado, gestionnaire de programme pour l'IRI-Panama; son excellence Lilly Nicholls, ambassadrice du Canada au Panama; et Fernando Arce, député panaméen et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas.

Dans le cadre du webinaire, ParlAmericas a organisé un panel avec des intervenantes locales et internationales qui ont montré comment la prise de décision égalitaire a bénéficié à leur pays. Le panel était modéré par Ana Giselle Rosas, membre de l'Assemblée nationale du Panama, et a compté les interventions de la députée canadienne Rosa Gálvez et de Betzaida Guerrero Moreno, une représentante du Forum des femmes dans les partis politiques du Panama (FONAMUPP). Chacune d'entre elles a souligné des stratégies pour travailler indépendamment des partis pour faire avancer l'égalité des hommes et des femmes et les droits de la personne.

Suite au panel, des facilitateurs et experts invités de l'IRI ont tenu une session de formation en ligne afin d'aider les participants à mettre en place les types de bonnes pratiques présentées lors du panel. Cette session était inspirée du « Manuel d'élaboration de lois sensible au genre » du Réseau des femmes pour la démocratie. Ce webinaire s'est achevé avec le discours de la députée panaméenne Corina Cano qui a souligné l'importance de créer des alliances et des réseaux de solidarité pour institutionnaliser les bonnes pratiques abordées.